

# Pas de répit pour la France face à la montée d'une «nouvelle Afrique»

par Pepe Escobar\*



Pepe Escobar.  
(Photo mad)

*Tels des dominos, les Etats africains se libèrent l'un après l'autre des chaînes du néocolonialisme. Le Tchad, la Guinée, le Mali, le Burkina Faso, le Niger et maintenant le Gabon disent «non» à la domination de longue date de la France sur les affaires financières, poli-*

*tiques, économiques et sécuritaires de l'Afrique.*

En ajoutant deux nouveaux Etats membres africains à sa liste, le Sommet de Johannesburg (22–24 août) annonçant l'élargissement des BRICS 11<sup>1</sup> a montré une fois de plus que l'intégration eurasiennne est inextricablement liée à l'intégration de l'Afro-Eurasie.

Le Belarus propose maintenant d'organiser un sommet conjoint entre les BRICS 11, l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) et l'Union économique eurasiennne (EAEU). La vision du président Alexandre Loukachenko concernant la convergence de ces organisations multilatérales pourrait, en temps voulu, déboucher sur la mère de tous les sommets de la multipolarité.

Mais l'Afro-Eurasie est une proposition beaucoup plus compliquée. L'Afrique est encore loin derrière ses cousins eurasiens sur la voie de la rupture des chaînes du néocolonialisme.

Le continent est aujourd'hui confronté à d'énormes difficultés dans sa lutte contre les institutions financières et politiques profondément enracinées de la colonisation, en particulier lorsqu'il s'agit de briser l'hégémonie monétaire française sous la forme du Franc CFA – ou de la Communauté financière africaine (CFA).

\* Pepe Escobar est chroniqueur à «The Cradle», contributeur libre à «Asia Times» et analyste géopolitique indépendant spécialisé dans l'Eurasie. Depuis le milieu des années 1980, il a vécu et travaillé comme correspondant étranger à Londres, Paris, Milan, Los Angeles, Singapour et Bangkok. Il est l'auteur d'innombrables ouvrages, dont le dernier est intitulé «Raging Twenties».

Pourtant, les dominos tombent les uns après les autres: Tchad, Guinée, Mali, Burkina Faso, Niger et maintenant le Gabon. Ce processus a déjà fait du président du Burkina Faso, le capitaine Ibrahim Traoré, un nouveau héros du monde multipolaire, alors que l'Occident, hébété et confus, n'arrive même pas à comprendre les revers causés par ses huit coups d'Etat en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale en moins de trois ans.

## Bye bye Bongo

Des officiers militaires ont décidé de prendre le pouvoir au Gabon après que le président Ali Bongo, très favorable à la France, a remporté une élection douteuse qui «manquait de crédibilité». Les institutions ont été dissoutes. Les frontières avec le Cameroun, la Guinée équatoriale et la République du Congo sont fermées. Tous les accords de sécurité avec la France ont été annulés. Personne ne sait ce qu'il adviendra de la base militaire française.

Tout cela était très populaire: les soldats sont descendus dans les rues de la capitale Libreville en chantant, sous les acclamations des badauds.

Ali Bongo et son père, qui l'a précédé, dirigent le Gabon depuis 1967. Il a fait ses études dans une école privée française et est diplômé de la Sorbonne. Le Gabon est une petite nation de 2,4 millions d'habitants avec une petite armée de 5000 personnes qui pourrait tenir dans le penthouse de Donald Trump. Plus de 30% de la population vit avec moins d'un dollar par jour et plus de 60% des régions n'ont aucun accès aux soins de santé et à l'eau potable.

Les militaires ont qualifié les 14 années de règne d'Ali Bongo de «détérioration de la cohésion sociale» plongeant le pays «dans le chaos».

Dans la foulée, la société minière française Eramet a suspendu ses activités après le coup d'Etat. Il s'agit d'un quasi-monopole. Le Gabon est un pays de richesses minérales – or, diamants, manganèse, uranium, niobium, minerai de fer, sans parler du pétrole, du gaz naturel et de l'hydroélectricité. Au Gabon, membre de l'OPEP, la quasi-totalité de l'économie tourne autour de l'exploitation minière.

Le cas du Niger est encore plus complexe. La France y exploite l'uranium et le pétrole de haute pureté, ainsi que d'autres richesses minérales. Et les Américains sont sur place, exploitant trois bases au Niger avec jusqu'à 4000 militaires. Le principal nœud stratégique de leur «Empire des bases» est l'installation de drones d'Agadez, connue sous le nom de *Niger Air Base 201*, la deuxième plus grande d'Afrique après Djibouti.

Cependant, les intérêts français et américains s'opposent sur la question du *gazoduc transsaharien*. Après que Washington a coupé le cordon ombilical en acier entre la Russie et l'Europe en faisant sauter les gazoducs *Nord Stream*, l'UE et l'Allemagne en particulier avaient urgemment besoin d'une alternative.

Le gaz algérien couvre à peine les besoins du sud de l'Europe. Le gaz américain est horriblement cher. La solution idéale pour les Européens serait le gaz nigérien traversant le Sahara puis la Méditerranée profonde.

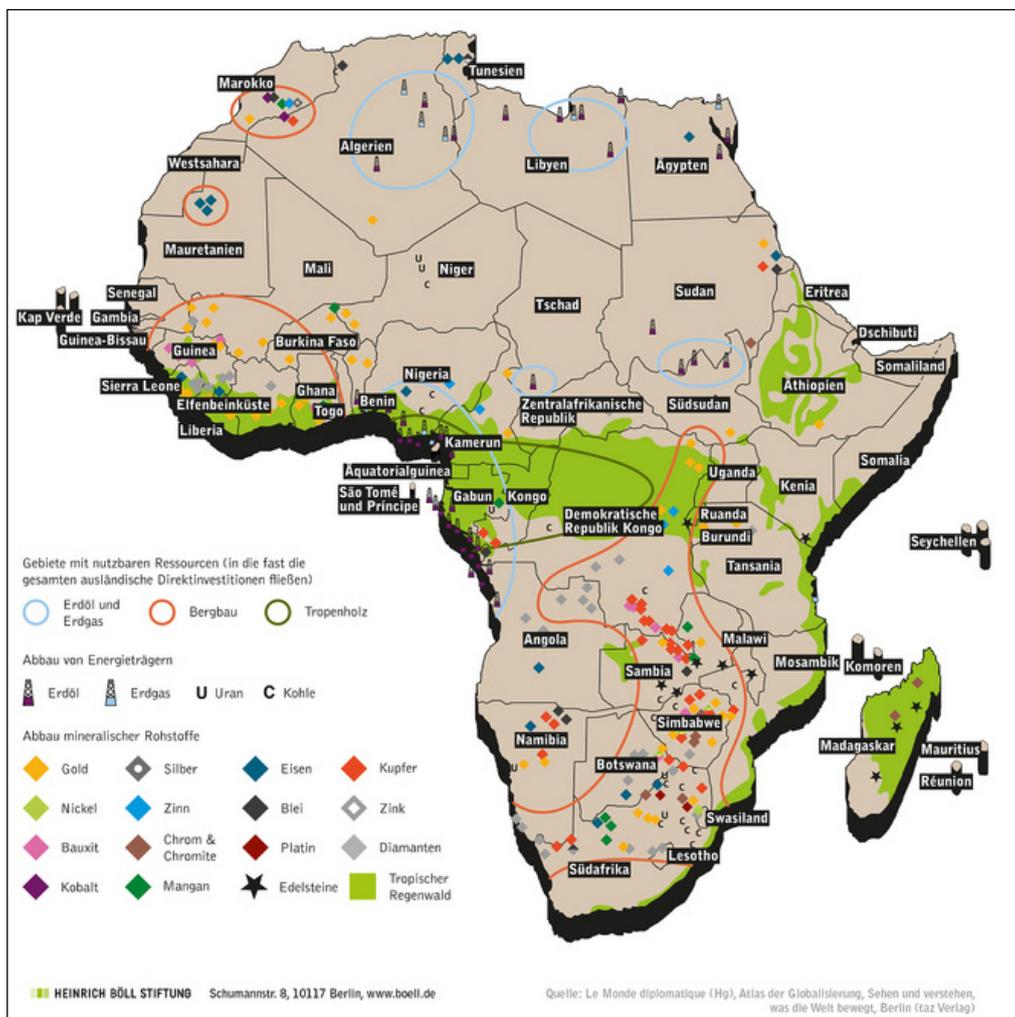
Le Nigeria, avec 5,7 billions de mètres cubes, possède encore plus de réserves que l'Algérie et

peut-être même que le Venezuela. A titre de comparaison, la Norvège dispose de 2000 milliards de mètres cubes. Mais le problème du Nigeria est de savoir comment pomper son gaz vers des clients éloignés – c'est pourquoi le Niger devient un pays de transit important.

En ce qui concerne le rôle du Niger, l'énergie est en fait un enjeu bien plus important que l'uranium souvent évoqué – qui n'est en fait pas si stratégique que cela pour la France ou l'UE, car le Niger n'est que le cinquième fournisseur mondial, loin derrière le Kazakhstan et le Canada.

Mais l'ultime cauchemar français est la perte des juteux marchés de l'uranium et une réédition du Mali: la Russie, post-*Prighozin*, arrivant au Niger en force, en chassant au passage les militaires français.

La situation au Gabon ne fait que compliquer les choses. L'influence croissante de la Russie pourrait permettre de renforcer les lignes d'approvisionnement des rebelles au Cameroun et au Nigeria et d'obtenir un accès privilégié à la République centrafricaine, où la présence russe est déjà forte.



Richesses minières en Afrique. (Infographie Fondation Heinrich Böll/Wikipedia)

Il n'est pas étonnant que le francophile *Paul Biya*, au pouvoir depuis 41 ans au Cameroun, ait opté pour une purge de ses forces armées après le coup d'Etat au Gabon. Le Cameroun pourrait être le prochain domino à tomber.

### La CEDEAO rencontre l'AFRICOM

Les Américains, dans l'état actuel des choses, jouent au Sphynx. Jusqu'à présent, rien n'indique que les militaires nigériens souhaitent la fermeture de la base d'Agadez. Le Pentagone a investi une fortune dans ses bases pour espionner une grande partie du Sahel et surtout la Libye.

La seule chose sur laquelle Paris et Washington sont d'accord, c'est que, sous le couvert de la CEDEAO (*Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest*), les sanctions les plus sévères possibles devraient être imposées à l'une des nations les plus pauvres du monde (où seulement 21% de la population a accès à l'électricité) – et elles devraient être bien pires que celles imposées à la Côte d'Ivoire en 2010.

Et puis il y a la menace de la guerre. Imaginez l'absurdité de l'invasion par la CEDEAO d'un pays qui mène déjà deux guerres contre le terrorisme sur deux fronts distincts: contre *Boko Haram* dans le sud-est et contre ISIS dans la région des trois frontières.

La CEDEAO, l'une des huit unions politiques et économiques africaines, est un désordre proverbial. Elle regroupe 15 nations membres – francophones, anglophones et une lusophone – en Afrique centrale et occidentale, et elle est en proie à des divisions internes.

Les Français et les Américains ont d'abord voulu que la CEDEAO envahisse le Niger en tant que leur marionnette de «maintien de la paix». Mais cela n'a pas fonctionné en raison de la pression populaire. Ils ont donc opté pour une forme de diplomatie. Néanmoins, les troupes restent en attente et un mystérieux «jour J» a été fixé pour l'invasion.

Le rôle de l'*Union africaine* (UA) est encore plus obscur. Dans un premier temps, elle s'est opposée au coup d'Etat et a suspendu l'adhésion du Niger. Elle a ensuite fait volte-face et condamné l'éventuelle invasion soutenue par l'Occident. Les pays voisins ont fermé leurs frontières avec le Niger.

La CEDEAO implosera sans le soutien des Etats-Unis, de la France et de l'OTAN. Elle n'est déjà plus qu'un chihuahua édenté, surtout depuis que la Russie et la Chine ont démontré, lors

du sommet des BRICS, leur pouvoir d'attraction sur l'Afrique.

La politique occidentale dans la région du Sahel semble consister à sauver tout ce qui peut l'être pour éviter une éventuelle débâcle, alors même que les populations stoïques du Niger sont imperméables à tous les discours que l'Occident tente de concocter.

Il est important de garder à l'esprit que le principal parti nigérien, le «Mouvement national pour la défense de la patrie» représenté par le général *Abdourahmane Tchiani*, a été soutenu par le Pentagone – avec une formation militaire – depuis le début.

Le Pentagone est profondément implanté en Afrique et connecté à 53 nations. Le concept principal des Etats-Unis depuis le début des années 2000 a été de militariser l'Afrique et d'en faire le terrain idéal pour la guerre contre le terrorisme. C'est ainsi que le régime de *Dick Cheney* l'a présenté en 2002: «L'Afrique est une priorité stratégique dans la lutte contre le terrorisme.»

C'est la base du commandement militaire américain AFRICOM et d'innombrables «partenariats de coopération» établis dans le cadre d'accords bilatéraux. A toutes fins utiles, l'AFRICOM occupe de larges pans de l'Afrique depuis 2007.

### Comme il est doux mon franc colonial

Il est absolument impossible pour quiconque dans le «Sud global», la «Majorité globale» ou le «*Globe global*»<sup>2</sup> (copyright Lukashenko) de comprendre l'agitation actuelle de l'Afrique sans y associer les fondements du néocolonialisme français.<sup>3</sup>

La clé, bien sûr, est le franc CFA, le «franc colonial» introduit en 1945 en Afrique française, qui survit encore même après que le CFA – avec une astucieuse tournure terminologique – a commencé à signifier «Communauté financière africaine».

Le monde entier se souvient qu'après la crise financière mondiale de 2008, le dirigeant libyen *Mouammar Kadhafi* a appelé à la création d'une monnaie panafricaine indexée sur l'or.

A l'époque, la Libye possédait environ 150 tonnes d'or, conservées chez elle et non dans les banques de Londres, de Paris ou de New York. Avec un peu plus d'or, cette monnaie panafricaine aurait disposé de son propre centre financier indépendant à Tripoli – et tout reposerait sur une réserve d'or souveraine.

Pour de nombreuses nations africaines, il s'agissait du plan B décisif pour contourner le système financier occidental.

Le monde entier se souvient également de ce qui s'est passé en 2011. La première frappe aérienne sur la Libye a été effectuée par un avion de chasse français *Mirage*. La campagne de bombardement de la France a commencé avant même la fin des négociations d'urgence à Paris entre les dirigeants occidentaux.

En mars 2011, la France est devenue le premier pays au monde à reconnaître le Conseil national de transition rebelle comme le gouvernement légitime de la Libye. En 2015, les courriels notoirement piratés de l'ancienne secrétaire d'Etat américaine *Hillary Clinton* ont révélé ce que la France préparait en Libye: «Le désir d'obtenir une plus grande part de la production pétrolière libyenne», d'accroître l'influence française en Afrique du Nord et de bloquer les plans de Kadhafi visant à créer une monnaie panafricaine qui remplacerait le franc CFA imprimé en France.

Il n'est pas étonnant que l'Occident collectif soit terrifié par la Russie en Afrique – et pas seulement à cause de la relève de la garde au Tchad, au Mali, au Burkina Faso, au Niger et maintenant au Gabon: Moscou n'a jamais cherché à voler ou à asservir l'Afrique.

La Russie traite les Africains comme des peuples souverains, ne s'engage pas dans des guerres sans fin et ne draine pas les ressources de l'Afrique en les payant une bouchée de pain. Pendant ce temps, les services secrets français et la «politique étrangère» de la CIA corrompent les dirigeants africains jusqu'à la moelle et éliminent ceux qui sont incorruptibles.

### **Vous avez le droit de ne pas avoir votre propre politique monétaire**

Le racket du CFA fait passer la mafia pour de simples voyous. Il signifie essentiellement que la politique monétaire de plusieurs nations africaines souveraines est contrôlée par le Trésor français à Paris.

La banque centrale de chaque pays africain était initialement tenue de conserver au moins 65% de ses réserves de change annuelles sur un «compte d'opérations» détenu par le Trésor français, plus 20% pour couvrir les «engagements» financiers.

Même après quelques légères «réformes» adoptées depuis septembre 2005, ces pays

étaient toujours tenus de transférer 50% de leurs devises à Paris, plus 20% au titre de la TVA.

Et ce n'est pas tout. Les banques centrales du CFA imposent un plafond aux crédits accordés à chaque pays membre. Le Trésor français investit ces réserves de change africaines en son nom propre à la Bourse de Paris et engrange des bénéfices massifs sur le dos de l'Afrique.

En réalité, plus de 80% des réserves de change des pays africains se trouvent depuis 1961 sur des «comptes d'opérations» contrôlés par le Trésor français. En un mot, aucun de ces Etats n'est souverain sur sa politique monétaire.

Mais le vol ne s'arrête pas là: le Trésor français utilise les réserves africaines comme s'il s'agissait de capitaux français, en les mettant en gage pour garantir les paiements de la France à l'UE et à la BCE.

Dans l'ensemble de la «France-Afrique», la France contrôle encore aujourd'hui la monnaie, les réserves de change, les élites compradores et le commerce.

Les exemples sont nombreux: Le conglomérat français Bolloré contrôle les ports et le transport maritime dans toute l'Afrique de l'Ouest; *Bouygues/Vinci* dominent la construction et les travaux publics, l'eau et la distribution d'électricité; *Total* détient d'énormes participations dans le pétrole et le gaz. Et puis il y a *France Telecom* et les grandes banques – *Société Générale*, *Crédit Lyonnais*, *BNP-Paribas*, *AXA* (assurances), etc.

La France contrôle de facto l'écrasante majorité des infrastructures en Afrique francophone. Il s'agit d'un quasi-monopole.

La «France-Afrique» est un néocolonialisme pur et dur. Les politiques sont élaborées par le président de la République française et sa «cellule Afrique». Elles n'ont rien à voir avec le parlement, ni avec aucun processus démocratique, depuis l'époque de Charles de Gaulle.

La «cellule Afrique» est une sorte de commandement général. Elle utilise l'appareil militaire français pour installer des dirigeants compradores «amis» et se débarrasser de ceux qui menacent le système. Il n'y a pas de diplomatie. Actuellement, la cellule rend compte exclusivement au «Petit Roi», *Emmanuel Macron*.

### **Caravanes de drogue, de diamants et d'or**

Paris a entièrement supervisé l'assassinat du leader anticolonialiste du Burkina Faso, *Thomas Sankara*, en 1987. Ce dernier avait accédé au pouvoir par un coup d'Etat populaire en 1983,

avant d'être renversé et assassiné quatre ans plus tard.

Quant à la véritable «guerre contre le terrorisme» dans le Sahel africain, elle n'a rien à voir avec les fictions infantiles vendues en Occident. Il n'y a pas de «terroristes» arabes au Sahel, comme j'ai pu le constater en parcourant l'Afrique de l'Ouest quelques mois avant le 11-Septembre. Ce sont des locaux qui se sont convertis au salafisme en ligne, avec l'intention de créer un Etat islamique pour mieux contrôler les routes de contrebande à travers le Sahel.

Les légendaires caravanes de sel qui sillonnaient le Sahel, du Mali à l'Europe du Sud et à l'Asie occidentale, sont aujourd'hui des caravanes de drogue, de diamants et d'or. C'est ce qui a financé *Al-Qaïda au Maghreb islamique* (AQMI), par exemple, alors soutenue par les fous wahhabites d'Arabie saoudite et du Golfe.

Après la destruction de la Libye par l'OTAN début 2011, il n'y avait plus de «protection». Les salafistes-djihadistes soutenus par l'Occident qui ont combattu Kadhafi ont donc offert aux contrebandiers du Sahel la même protection qu'auparavant, ainsi qu'un grand nombre d'armes.

Des tribus maliennes hétéroclites continuent de faire passer en contrebande tout ce qui leur plaît. AQMI continue de prélever des taxes illégales. En Libye, l'ISIS s'est lancé dans le trafic d'êtres humains et de stupéfiants. Et Boko Haram se vautre dans le marché de la cocaïne et de l'héroïne.

Il existe une certaine coopération africaine pour lutter contre ces groupes. Il y a eu ce qu'on a appelé le G5 Sahel, axé sur la sécurité et le développement. Mais après que le Burkina Faso, le Niger, le Mali et le Tchad ont emprunté la voie militaire, il ne reste plus que la Mauritanie. La nouvelle ceinture de la junte ouest-africaine veut bien sûr détruire les groupes terroristes, mais elle veut surtout lutter contre la «France-Afrique» et le fait que leurs intérêts nationaux sont toujours décidés à Paris.

Depuis des décennies, la France veille à ce que le commerce intra-africain soit très limité. Les pays enclavés ont besoin de voisins pour le transit. Ils produisent essentiellement des matières premières destinées à l'exportation. Il n'y a pratiquement pas d'installations de stockage décentes, un faible approvisionnement en énergie et de terribles infrastructures de transport intra-africaines: c'est ce à quoi les projets chinois de

l'initiative «la Ceinture et la Route» (BRI) s'efforcent de remédier en Afrique.

En mars 2018, 44 chefs d'Etat ont imaginé la *Zone de libre-échange continentale africaine* (ZLECA) – la plus grande au monde en termes de population (1,3 milliard de personnes) et de géographie. En janvier 2022, ils ont créé le *Système panafricain de paiement et de règlement* (PAPSS), axé sur les paiements en monnaie locale pour les entreprises africaines.

Il est donc inévitable qu'ils adoptent une monnaie commune plus tard. Devinez ce qui leur barre la route: le CFA imposé par Paris.

Quelques mesures cosmétiques garantissent encore le contrôle direct du Trésor français sur toute nouvelle monnaie africaine éventuelle: la préférence accordée aux entreprises françaises dans les procédures d'appel d'offres, les monopoles et le stationnement de troupes françaises. Le coup d'Etat au Niger représente une sorte de «nous ne nous laisserons plus faire».

Tout cela illustre ce que l'indispensable économiste *Michael Hudson* a détaillé dans tous ses ouvrages: le pouvoir du modèle extractiviste. Hudson a montré comment l'essentiel est le contrôle des ressources mondiales; c'est ce qui définit une puissance mondiale, et dans le cas de la France, une puissance mondiale de rang intermédiaire.

La France a montré à quel point il est facile de contrôler les ressources en contrôlant la politique monétaire et en établissant des monopoles dans ces pays riches en ressources afin d'extraire et d'exporter, en utilisant une main-d'œuvre quasi-esclave sans aucune réglementation environnementale ou sanitaire.

Il est également essentiel pour le néocolonialisme d'exploitation d'empêcher ces pays riches en ressources d'utiliser leurs propres ressources pour développer leurs propres économies. Mais aujourd'hui, les dominos africains disent enfin: «Les jeux sont faits». Une véritable décolonisation se profile-t-elle enfin à l'horizon?

Source: <https://new.thecradle.co/articles/no-respite-for-france-as-a-new-africa-rises>, 2 septembre 2023

(Traduction «Point de vue Suisse»)

<sup>1</sup> <https://new.thecradle.co/articles/welcome-to-the-brics-11>

<sup>2</sup> <https://new.thecradle.co/articles/finance-power-integration-the-sco-welcomes-a-new-global-globe>

<sup>3</sup> <https://new.thecradle.co/articles/france-never-stopped-looting-africa-now-the-tables-are-turning>